

VOLX DE TRAVERSES

n° 10 - bulletin trimestriel du CASAS - février 2000
(Collectif d'accueil pour les solliciteurs d'asile à Strasbourg)

2000 ! personnes en attente de place en CADA⁽¹⁾

Remis à zéro zéro zéro, le compteur, avec une débauche de promesses de nouveauté. Mais concernant l'accueil des demandeurs d'asile ? Lits inexistant, indécence des conditions matérielles réservées aux arrivants, manque d'interprètes, nombreuses personnes bloquées à Strasbourg par l'insuffisance du système d'hébergement national...

Pour tenter de faire face à ces problèmes, le réseau des associations impliquées dans l'accueil de ce public s'est doté, en 1999, d'abord d'une «coordination des demandeurs d'asile» (CODA), vers laquelle les personnes sont désormais orientées pour les problèmes d'hébergement, de nourriture, de soins... Mais ce lieu, ouvert en août dernier⁽²⁾, ne pouvait assurer ses missions faute de moyens. Dans un deuxième temps, le réseau a alors conçu un projet, dénommé SUD, pour créer les «outils» de la CODA et augmenter les possibilités d'hébergement. Son financement a été accordé par les pouvoirs publics, mais avec d'importantes restrictions pour les critères d'admission : sa mise en oeuvre a débuté il y a près de 3 mois, donnant à CASAS la possibilité d'engager deux personnes à mi-temps pour le suivi administratif des personnes concernées. Parallèlement, Virginie, dans le cadre d'un emploi-jeune, a rejoint notre équipe fin novembre. Nous sommes reconnaissants de l'octroi de ces moyens supplémentaires... et indispensables : le seul nombre des dossiers pour l'OFPRA rédigés avec notre aide a quadruplé entre 1997 et 1999...

Mais le SUD affiche complet. Et la famille arrivée ce matin, où va-t-elle loger ? Le problème de l'hébergement reste entier.

Les rencontres quotidiennes à CASAS nous gardent pourtant du découragement. Car ce sont les regards de celles et ceux qui viennent nous demander conseil, les rires et les courages secrets de leurs enfants, qui nous accueillent au seuil de cette nouvelle année. Pour qu'ensemble, nous en fassions un lieu humain, habitable.

Pascale Adam Guarino

(1) CADA : Centre d'accueil pour demandeurs d'asile - chiffres nationaux
(2) 48 rte du Polygone

Le SUD... «et le temps dure longtemps»

Depuis le 1^{er} novembre 1999, grâce à l'intervention et la collaboration de différentes associations concernées par la demande d'asile, a été mis en place le Service d'Urgence aux Demandeurs (SUD), qui doit permettre à un certain nombre de solliciteurs d'asile en attente de place en CADA (centre d'accueil pour demandeurs d'asile) d'être hébergés à Strasbourg.

Ce placement provisoire dans différents lieux, foyers, appartements, logements communs, s'accompagne d'un suivi social d'une part, et administratif de l'autre, qui incombe respectivement au foyer Notre Dame et à notre association.

C'est dans ce but que la DPM et la DDASS ont alloué à CASAS les crédits nécessaires au financement de deux demi postes, dont les permanentes sont entrées en fonction le 1^{er} décembre pour l'une et le 6 janvier pour l'autre.

Les critères d'entrée dans ce «pré-CADA à structure éclatée» sont les mêmes que ceux exigés pour une place en foyer : le demandeur doit être en début de procédure, et n'avoir pas encore reçu de réponse de l'OFPRA. Contrairement à ce qui avait été demandé, sont également exclues de cette structure les personnes ayant déposé une demande d'asile à la préfecture selon une procédure prioritaire (et qui ne peuvent donc bénéficier d'aucun titre de séjour), ainsi que les demandeurs d'asile territorial.

Par ailleurs, les aides alimentaires et pour le transport sont calculées sur des bases très strictes, en fonction du nombre de personnes de la famille, des lieux de repas et des allocations perçues. Un vrai casse-tête !

Les «gens (bénéficiaires) du SUD» représentent aujourd'hui 150 personnes, dont les deux tiers sont des familles avec enfants. Cependant, l'afflux constant de candidats au statut de réfugié, et la lenteur des organismes compétents pour statuer sont tels que ce

ALITE - ACTUALITE - ACTUALITE - ACTUALITE - ACTUAL

rapatriement direct par la prochaine navette ; les autres divisés dans des containers par ethnie, quand leur nombre le permet. Ces containers, jusqu'à la construction d'un nouveau centre en février 1999, sans lits ni chauffage, étaient l'unique structure d'accueil pour ces arrivants avant leur départ vers d'autres centres où les conditions d'hébergement sont à peine plus décentes...

La place des volontaires dans ce processus policier est limitée à la distribution de vêtements secs, de vivres, et à l'apport essentiel d'un réconfort humain. Rares sont les personnes rencontrées à Otranto qui m'ont manifesté le désir de s'établir dans cette partie de l'Italie : le Salento n'est pour elles qu'une terre de passage, une zone de transit avant d'atteindre d'autres horizons. Les destinations qui ressortaient le plus souvent de leurs conversations étaient l'Allemagne, la Suisse, l'Italie du Nord, la France, petits mythes dans leurs regards.

Strasbourg faisait certainement partie des projets de certaines personnes. Et depuis que j'ai rejoint l'équipe de CASAS, voici à peine quelques semaines, j'imagine que tant de leurs attentes ont dû être déçues, tant l'irrespect des droits les plus fondamentaux, comme celui de disposer d'un logement décent et digne d'un être humain est immense, ici au coeur de l'Europe.

Mon apprentissage au CASAS ne fait que commencer, mais dès aujourd'hui, je sais que je ne pourrai jamais répondre à certaines questions. En effet, que dire à un demandeur d'asile qui a déposé sa demande auprès de l'OFPPRA il y a presque deux ans, et dont le dossier n'a pas encore été attribué ; qui n'a donc comme chance de survie que la solidarité tangente de certains de ses compatriotes, que lui dire, lorsqu'il me demande : « Mais je me questionne quand même : est-ce que ce délai d'attente extrêmement long et inhumain n'est pas une mesure de découragement ? »

Virginie Lanfranchi

Une journée pas comme les autres

Le vendredi 7 janvier, attendu avec impatience, est arrivé avec une grande dose d'imprévu. Dominique, professeur pour débutants 1^{er} niveau, avait décidé de les emmener au musée alsacien. Tout le monde s'est retrouvé à CASAS à 9h. Chacun discutait avec son voisin, dans une langue universelle : le franco-pakistano-arabo-angolo-ukraino-turc : «Tu as déjà été dans un musée, toi ?» - «Combien de temps elle dure, la visite ?»...

Arrivés au musée... pas de guide disponible. Déception. Mais puisque CASAS a une bonne étoile, pour s'excuser, le musée alsacien a offert la visite gratuite, plus celle du musée du palais Rohan.

Dans le musée, tout le monde a fait silence, chacun vivait ce moment particulier intérieurement. Ils posaient des questions aux surveillants : «De quand date le petit attrappe-souris en bois dans la salle d'à côté ?» - «Qu'est-ce que Pâques ?» - «Est-ce une maison authentique, ici ?»

L'après-midi, le musée des beaux-arts du palais Rohan fut aussi fort apprécié. Toujours des questions : «Jésus, c'est le frère de Marie ?» - «C'est qui, les apôtres ?» - «Combien ça coûte, un tableau comme ça ?» Et encore cette lumière dans les yeux, peut-être pas à cause des visites elles-mêmes, mais parce qu'ils avaient enfin accès à la culture. Parce que, pendant une journée, ils n'étaient plus des «réfugiés», mais simplement des gens comme tout le monde.

A 17h30 la visite terminée, et personne ne voulait rentrer. Nous avons alors décidé d'aller voir la cathédrale. Ils sont soudain devenus des enfants. L'un demandait de l'argent pour allumer un cierge, un autre courait allumer la lumière de l'horloge, un autre encore prenait des photos de la crèche... Chacun savourait ce moment de répit. Cette journée de répit.

A 18h30, nous nous sommes quittés tristement, sous une avalanche de «c'était super, merci beaucoup, très beaucoup, champion CASAS »... Merci à Dominique.

UR - CASAS AU JOUR LE JOUR - CASAS AU JOUR LE JOUR -

A CASAS, nous découvrons le kurde, les langues du Caucase, le persan, l'albanais, sans compter l'arabe et le russe. Un interprète permanent de russe ne serait pas de trop.

Or, le recours aux traducteurs assermentés est impossible au seul bénévolat d'une belle utopie. Les compétences dans certaines langues sont rares, et la disponibilité des interprètes doit être importante. Une rémunération est donc incontournable. CASAS en a tenu compte dans ses demandes de subvention, mais ne peut espérer couvrir ainsi la totalité des dépenses.

Nous faisons donc appel à votre générosité pour nous permettre de créer un «fonds d'interprétariat». Car un dossier mal fait peut compromettre l'avenir d'une personne ! Merci d'y penser.

Doris Schirardin

De nouvelles cartes de CASAS

Pour vos vœux de début d'année, ou toute autre occasion, «Paysages de Namibie» et «Fleurs exotiques», deux nouvelles séries de cartes sont disponibles à CASAS. Des cartes doubles avec photos couleurs, sans texte, avec enveloppes, à 40 francs la série de 5 vues différentes.

Il nous reste aussi certaines séries de cartes des années précédentes. N'hésitez pas à nous contacter.

CASAS, Maison G. Casalis, 13 quai St Nicolas 67 000 Strasbourg
tél : 03 88 25 13 03 - fax : 03 88 24 05 83 - CCP 1 698 82 P Strasbourg

L'accueil des immigrés à Otranto, Italie

Depuis novembre, Virginie Lanfranchi a rejoint l'équipe de CASAS. Sous la casquette d'«emploi-jeune», elle est chargée du premier accueil des demandeurs d'asile. Un travail qu'elle connaît bien, puisqu'elle l'a déjà pratiqué sous d'autres cieux, au sud de l'Italie. Récit.

Dans le cadre d'un service de volontariat européen, j'ai eu l'occasion de travailler à l'accueil des immigrés à Otranto, petit port du Salento dans le sud de l'Italie : terre qui accueille des flux d'immigrés venus de toutes les parties du monde, de l'Afghanistan à l'Albanie, en passant par la Turquie. Porte ouverte dans une Europe repliée sur elle-même, proposée quasi unanimement en Italie comme candidate au prix Nobel de la paix, la générosité historique de sa population locale a certainement valeur d'exemple : *«Les Salentini ont toujours eu un rapport sacré avec l'invité, parce que chaque invité est considéré comme un petit dieu.»*

Et pourtant, les nombreux dons de vêtements, de denrées alimentaires de la population locale, ainsi que l'engagement de bénévoles auprès des différentes associations ne suffisent pas à donner un caractère digne à l'accueil de ces arrivants, traumatisés par une traversée périlleuse du canal d'Otranto aux mains de passeurs souvent sans scrupules. *« Si le fond du canal pouvait parler, il parlerait certainement albanais »* m'a dit un jour un prêtre italien. Combien de vies perdues, de familles détruites, dans ce canal qui sépare l'Europe de l'espace Schengen avec le reste du monde !

Interceptés par les forces de l'ordre sur la côte salentine, les arrivants encore sous le choc sont emmenés directement au port, et soumis à un contrôle d'identité et à un premier tri. Les Albanais (d'Albanie) mis à part dans un container en attente d'un

OUR - CASAS AU JOUR LE JOUR - CASAS AU JOUR LE JOUR - CASA

plan d'hébergement d'urgence se révèle nettement insuffisant pour absorber toutes les demandes. De nombreux arrivants sont encore à l'asile de nuit. La liste d'attente est longue, et le «temps dure longtemps» pour atteindre le SUD. Faut-il songer à une organisation de pré-pré-CADA ?

Le suivi administratif des dossiers est donc assuré par notre association, pour laquelle le public n'a guère évolué, puisque la majorité des demandeurs s'étaient déjà adressés à CASAS avant leur entrée dans le SUD.

Christiane Horvat



SoS... fonds avocat

Début février 1999, Madame G vient de fuir la République démocratique du Congo (ex-Zaïre). Derrière elle, son mari et son fils de quatre ans, assassinés, brûlés vifs. Elle-même, violée et torturée, a pu échapper à la mort. Deux autres de ses enfants sont toujours au pays, pris en charge par la famille. Convoquée à l'OFPRA, sa demande d'asile est rejetée au motif que «ses déclarations écrites et orales ne permettent pas d'établir la réalité des persécutions subies.» Les documents présentés à l'appui de son dossier, notamment un certificat d'hébergement de la paroisse qui l'a recueillie avant son exil, «à les supposer authentiques, ne suffisent pas à emporter la conviction.»

Nous, à CASAS, sommes pourtant convaincus du bien-fondé de sa demande d'asile. Et nous savons aussi que devant la Commission des recours (CRR), les chances d'obtenir le statut de réfugiée sans défense d'un avocat sont infimes. Nous décidons de faire appel à des dons afin de constituer un fonds avocat pour les cas les plus douloureux, comme celui-ci.

Fin novembre, Madame G, défendue par un avocat, obtient le statut de réfugiée. Ses mêmes documents ont apporté la preuve de ses persécutions, et ses mêmes déclarations ont emporté la conviction. Sans avocat, Madame G n'aurait sans doute pas obtenu la reconnaissance de son statut de réfugiée. Dès lors, dans l'impossibilité de retourner dans son pays, elle aurait rejoint la cohorte des sans-papiers, sans pouvoir retrouver un jour les enfants qui lui restent... Elle peut maintenant envisager de se reconstruire une vie en France avec ses enfants à ses côtés. Et cela n'a pas de prix.

Simone Fluhr

SoS... fonds interprétariat

Sans interprètes compétents et en nombre suffisant, CASAS n'existera plus ! Les questionnaires de l'OFPRA sont rédigés en français, et le demandeur d'asile doit présenter un «récit» précis et cohérent de ce qui l'a contraint à l'exil, et des dangers courus chez lui... en français, bien sûr. D'autre part, comment être un lieu d'accueil, si l'obstacle de la langue est infranchissable ?

When I asked God

*I asked for strength and
God gave me difficulties to make me strong.*

*I asked for wisdom and
God gave me problems to solve.*

*I asked for prosperity and
God gave me brawn and brain to work.*

*I asked for love and
God gave me troubled people to help.*

*I asked for favors and
God gave me opportunities.*

*I received nothing I wanted.
I received everything I needed.
My prayer has been answered.*

Raed El Nazi, Palestiniien, décembre 1999

**Prochaine Assemblée générale de CASAS
vendredi 31 mars à 18h**

**maison des associations, 1 place des Orphelins à Strasbourg
suivie, à 20h, d'une conférence de Bertrand Piret,
psychiatre, sur le suivi des personnes réfugiées**

**Les Français plus accueillants
depuis la guerre du Kosovo**

(Le Monde, 24.11.1999)

*Selon un sondage pour le Haut
commissariat aux Réfugiés (HCR), 74%
des Français se disent attachés au droit
d'asile.*

La crise du Kosovo semble avoir modifié
l'image des réfugiés aux yeux des Français.
Selon un sondage Ipsos (...), trois Français sur
quatre estiment que *«la France doit accueillir
les réfugiés qui lui demandent asile parce
qu'ils sont persécutés dans leur pays»* (...)

Un an auparavant, seules 31% des personnes
interrogées pour le sondage annuel de la
Commission nationale consultative des Droits
de l'homme s'étaient déclarées d'accord avec
la phrase : *«La France doit demeurer une
terre d'accueil.»*

Le changement paraît spectaculaire.
(...) L'empathie à l'égard des réfugiés est telle
que 59% des personnes interrogées se disent
prêtes à donner de leur temps pour participer à
des actions d'aide et 51% à faire des dons au
HCR. Lucides, 40% des personnes interrogées
avouent que le conflit du Kosovo les a *«plus
qu'avant»* sensibilisées à la cause des réfugiés
en général. (...) Cet élan ne se limite pas aux
réfugiés originaires du Kosovo (79% de
sympathie) mais touche aussi les réfugiés
d'Amérique centrale ou du Sud (75%), les
Asiatiques (74%) et les Africains (72%).

Méconnaissance

Le sondage révèle également
une méconnaissance de la situation des
réfugiés, les personnes interrogées
mettant davantage en avant leur
«misère», leur «pauvreté» plutôt que les
persécutions, qui font pourtant leur
spécificité. Les raisons de l'exil sont
fortement identifiées à la guerre. Cette
confusion est perceptible quand on leur
demande qui sont les réfugiés qui
demandent l'asile à la France : alors que
52% répondent qu'il s'agit *«des
personnes persécutées dans leur pays»,*
41% des sondés évoquent des personnes
*«qui connaissent des difficultés
économiques dans leur pays.»*

A propos des actions à engager
pour venir en aide aux réfugiés en
France, les personnes interrogées se
montrent plus distantes : 47% préfèrent
*«favoriser, quand cela est possible, le
retour dans leur pays d'origine»* ;
seulement 23% souhaitent leur apporter
une aide matérielle. (...)

Les responsables de l'agence
de l'ONU veulent aujourd'hui profiter
de cet élan de sympathie pour demander
aux pouvoirs publics un meilleur accueil
des réfugiés. *«De nombreux demandeurs
d'asile sont aujourd'hui à la rue. Ce qui
a été obtenu pour les Kosovars doit être
étendu à tous les réfugiés présents en
France»,* insiste-t-on au HCR.

Sylvia Zappi